

**Convention collective**  
**IDCC : 8241. – ENTREPRISES FORESTIÈRES, SYLVICOLES**  
**ET SCIERIES AGRICOLES**  
**(Centre)**  
**(1<sup>er</sup> juillet 1987)**  
(Étendue par arrêté du 29 janvier 1988,  
*Journal officiel* du 9 février 1988)

---

**AVENANT N° 63 DU 28 SEPTEMBRE 2016**  
**À LA CONVENTION COLLECTIVE**  
NOR : *AGRS1797015M*  
IDCC : 8241

Entre

Union régionale centre des professionnels du bois (URCB)

Union régionale des syndicats de propriétaires forestiers sylviculteurs du Centre

D'une part, et

FGA CFDT

CFTC-Agri

SNCEA CFE-CGC

Force ouvrière

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions de l'article 65 « Régime de prévoyance. – Incapacité, invalidité, décès » de la convention collective régionale sont modifiées comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Garantie invalidité*

Les dispositions relatives à la « Garantie invalidité » sont ainsi modifiées :

« Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté ou plus, bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail d'une rente versée chaque mois égale à :

- 20 % du salaire mensuel brut de référence en cas d'invalidité résultant d'une maladie privée ;
- 10 % du salaire mensuel brut de référence en cas d'invalidité résultant d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole.

La garantie débute dès la mise en invalidité par la mutualité sociale agricole ou dès le versement d'une rente d'incapacité permanente pour un taux d'invalidité supérieur ou égal à 66,66 %. Le participant perçoit alors une rente qui se substitue aux indemnités journalières complémentaires qu'il percevait précédemment.

Seuls les invalides des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories sont bénéficiaires du régime d'indemnisation.

Le salaire brut pris en compte correspond à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédents la date de l'arrêt de travail.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et régime complémentaire ne peut excéder le salaire net perçu par l'intéressé en activité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

En tout état de cause, cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension vieillesse. »

## **Article 2**

### *Cotisation*

Le point 2 « Répartition des taux » est ainsi modifié :

#### **2. Répartition des taux**

« Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 1,55 %, à raison de 0,91 % pour les employeurs et 0,64 % pour les salariés. »

Le reste de l'article reste sans changement.

Le point 3 « Tableau récapitulatif » est ainsi modifié :

#### **3. Tableau récapitulatif**

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont modifiées comme suit :

*(En pourcentage.)*

GARANTIE	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Mensualisation conventionnelle. – Incapacité temporaire	0,59	0,59	0,00
Incapacité temporaire. – Relais mensualisation	0,36	0,18	0,18
Invalidité. – Cause privée	0,31	0,00	0,31
Invalidité. – Cause accident du travail et maladie professionnelle	0,04	0,02	0,02
Décès	0,25	0,12	0,13
Total	1,55	0,91	0,64

## **Article 3**

### *Dates d'effet*

L'entrée en vigueur du présent avenant est fixée :

- au 28 septembre 2016 pour les dispositions relatives à la nature des garanties modifiées ;
- au 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension pour les dispositions relatives aux taux de cotisation du régime.

## **Article 4**

### *Dépôt, extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au pôle « politique du travail » de la DIRECCTE, 12, place de l'Étape, CS 85809, 45058 Orléans Cedex 1.

Fait à Blois, le 28 septembre 2016.

(Suivent les signatures.)